Critique Sociale

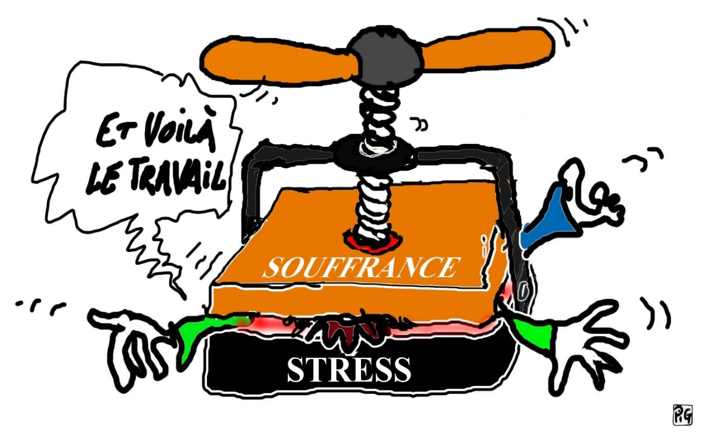
Bulletin d’informations et d’analyses pour la conquête de la démocratie et de l’égalité

numéro 8 - novembre 2009

Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés

Cet article a été écrit et publié sur notre site internet en septembre 2009. Nous le publions ici sans le modifier.

Les suicides de travailleurs de France Télécom ont semble-t-il fini par attirer l'attention de l'Etat et de la hiérarchie de l'entreprise. Pour la direction de France Télécom, 22 suicides étaient donc apparemment tolérables : c'est à 23 que la limite a été franchie – et encore, parce que les médias ont été alertés et en ont parlé.



La politique menée dans cette entreprise est clairement en cause : privatisation, suppressions massives d'emplois (plus de 20.000 postes ont été supprimés en trois ans), « mobilité » forcée des salariés, etc...[1] Le patron Didier Lombard a montré son mépris de la vie des salariés en parlant d'une « *mode du suicide* » (sic), et a déclaré qu'il fallait continuer à « *impulser une certaine pression* » sur les salariés[2].

---

[1] Sur la détérioration des conditions de travail des salariés de France Télécom, voir par exemple sur le site du syndicat SUD : www.sudptt.org/article.php3?id_article=98766 . Selon Christophe Dejours, psychanalyste spécialiste de la souffrance au travail : « *L'idéologie de France Télécom, c'est de casser les gens, les faire plier. Les gens ne comprennent plus.* [...] *Ils tombent malades. Mais il y a aussi le suicide, l'infarctus, l'hémorragie cérébrale.* » (entretien avec *Le Monde*, 16 septembre 2009).

[2] Déclaration du 15 septembre 2009, et entretien publié dans *Libération* du 16 septembre 2009. Ce PDG a reçu en 2008 le prix du « manager de l'année » et le prix de « l'innovation dans le management ». On voit à quelles conséquences dramatiques mène

Cette tragédie rend largement visible ce phénomène des suicides à cause du travail, lequel existe évidemment bien plus largement que dans cette seule entreprise. Quelle est exactement l'ampleur du phénomène ? On l'ignore : il est tout à fait regrettable que les autorités en france ne fassent aucun bilan ni aucune étude à ce sujet. Au déni de l'Etat s'ajoute celui des entreprises concernées, qui sont coupables, et qui rejettent cyniquement la faute sur « la fragilité » ou « les problèmes personnels » des salariés suicidés – ajoutant ainsi l'indécence à leur culpabilité. D'un point de vue capitaliste strict, ces suicidés sont des pertes « acceptables», puisqu'ils peuvent être remplacés facilement étant donné le chômage de masse.

Ces suicides ne viennent pas de nulle part. Il existe une stratégie des patrons et de leurs auxiliaires (« manageurs » et « DRH », c'est-à-dire « directeurs des ressources humaines ») pour individualiser chaque salarié. L'objectif est d'accroître le contrôle exercé par la hiérarchie, et de détruire la solidarité entre travailleurs. Il est plus facile d'obtenir ce que l'on veut d'un salarié si ce dernier est isolé face à l'encadrement ; cette stratégie est donc un moyen pour le patronat de consolider sa position dans le rapport de force au sein de l'entreprise, au détriment des travailleurs.
On assiste ainsi à la mise en place d'« évaluation » et d'« objectifs » individuels, c'est-à-dire à un flicage individualisé de chaque salarié. Le stress est également un fait majeur qui touche de très nombreux salariés : il provient de la volonté patronale d'augmenter la productivité pour accroître les profits. Cela augmente aussi, mécaniquement, l'exploitation des salariés et la pénibilité du travail. Comme le montre le cas extrême des suicides du travail, des personnes sont ainsi broyées par le mécanisme de la réalisation de profits financiers.

Sont en cause non seulement les conditions de travail, mais plus globalement les rapports sociaux qu'entraîne le travail, donc l'ensemble des rapports entre êtres humains qui sont induits par l'organisation capitaliste du travail. L'existence du fonctionnement hiérarchique permet par exemple des cas terribles de harcèlement, souvent à caractère sexiste, que des « supérieurs » font subir à des « subordonnés ». Il y a une violence du fait que son activité n'appartient plus au travailleur (travail aliéné), et du fait que le travailleur se trouve soumis au pouvoir de ses « supérieurs ». Souffrance dans le travail, souffrance par le travail, sur le lieu de travail et en dehors : les problèmes au travail atteignent la vie entière des travailleurs.
Le fait que la société actuelle soit divisée en plusieurs classes sociales entraîne un mépris de classe d'une partie de la classe privilégiée à l'encontre de la classe « inférieure », laquelle par son travail permet pourtant l'existence de ces privilèges. L'expression idéologique « ressources humaines », par exemple, montre bien une volonté de déshumanisation des travailleurs, qui sont alors « gérés » comme des objets, que l'on peut notamment déplacer géographiquement, ou changer de poste, sans se soucier de leurs vies et de leurs avis.

Pour résoudre réellement un problème, il faut le saisir à sa racine. En l'occurrence, le problème de base est l'importance excessive du travail dans la vie. Quand l'existence est centrée sur le travail en entreprise, la vie devient soumise à l'intérêt du capital. Par conséquent, la dévalorisation dans le travail entraîne la perte de confiance en soi et d'estime de soi.
Le travail salarié est un travail contraint, puisque exercer un travail salarié est le plus souvent inévitable pour gagner de quoi vivre. La logique du capitalisme veut que l'on soit esclave de son travail. Le travail est une lutte, et la précarité rend cette lutte quotidienne. Cela est encore aggravé par la concurrence qui est créée entre les salariés, et par le langage d'inspiration militaire des « manageurs ». Naturellement, quand on fabrique des « guerriers », des « conquérants » et des « gagnants », on fabrique aussi des perdants et des victimes (on peut citer les victimes de dépressions dues aux rapports humains violents au travail, les licenciés, les suicidés, etc...). Le travail tue massivement : plus de deux millions de morts par an[3]. L'exploitation capitaliste est donc criminelle. Les morts de la guerre économique sont assassinés par le capitalisme ; et au bilan des morts par accidents du travail, dont les suicidés du travail, doivent s'ajouter

---

l'« innovation » en question.

[3] Luc Demaret et Ahmed Khalef, *Deux millions de morts au travail par an : une hécatombe que l'on pourrait éviter, estime l'OIT*, 2004, www.ilo.org/public/french/dialogue/actrav/new/april28/facts04.pdf . Les auteurs rappellent que « *L'Organisation internationale du Travail* [...] *estime que chaque année plus de deux millions deux cent mille personnes trouvent la mort au travail* », dont « *22.000 enfants* », et que « *Le travail tue plus que les guerres.* »

les suicidés du chômage[4], et les autres morts du travail (par exemple : exposition à des produits cancérigènes, travaux pénibles entraînant des pathologies mortelles, etc...).

Plutôt que de se jeter par la fenêtre, il vaudrait mieux jeter les patrons par la porte. Ce n'est évidemment pas facile, et cela nécessite une prise de conscience commune et une action collective des travailleurs. Par ce moyen, il est indispensable que s'impose une remise en question radicale des rapports de travail, et du travail lui-même.

Nous empruntons le titre de cet article à un documentaire de 2006 sur la souffrance au travail, réalisé par Sophie Bruneau et Marc-Antoine Roudil - eux-mêmes avaient extrait ce titre de la fable « Les Animaux malades de la peste », écrite par Jean de la Fontaine.
Dessin de Christian Pigeon, publié avec l'accord de SUD-PTT.

* * *

Le capitalisme en crise, mais toujours debout

La crise du capitalisme se poursuit, et ses conséquences sociales continuent à frapper les travailleurs du monde entier.
Dans de nombreux pays le chômage s'accroît à un rythme rarement atteint, et touche fréquemment entre 10 % et 20 % de la « population active ». Selon les chiffres officiels il y avait en octobre 10,2 % de chômeurs aux Etats-Unis, et en moyenne sur les 27 pays de l'Union Européenne 9,2 % de chômeurs en septembre (contre 7,1 % en septembre 2008), dont 10 % en France et 19,3 % en Espagne[5].
Et ce n'est là qu'un des aspects du tribut payé par la classe salariée : s'ajoutent les temps partiels subis, les blocages voire baisses des salaires, etc.



Manifestation à Paris devant la Bourse, le 17 septembre 2009

On célèbre actuellement le vingtième anniversaire de la destruction du mur de Berlin, qui a symbolisé l'échec puis la fin du système capitaliste d'Etat (malgré quelques résidus anachroniques) - « destruction du mur de Berlin », et non pas « chute », puisque le mur n'est pas tombé tout seul, mais bien au départ grâce à la lutte spontanée de la population berlinoise[6].
Or la crise actuelle montre l'échec de la variante du capitalisme survivante et hégémonique, puisqu'il s'agit d'une crise provoquée par le système capitaliste lui-même et non par des éléments extérieurs : c'est

[4] Sur cette interdépendance entre la violence du « monde du travail » et la violence subie par les chômeurs, voir : « La société du chômage de masse », *Critique Sociale* n° 3, décembre 2008.
[5] Chiffres d'Eurostat (c'est-à-dire de la Commission de l'Union Européenne), communiqué de presse du 30 octobre 2009, cf epp.eurostat.ec.europa.eu . En france le ministère du travail ne fournit pas de pourcentage de chômeurs, mais donne plusieurs chiffres suivant divers modes de calcul ; pour septembre 2009 ces chiffres varient entre 2.574.900 et 4.250.100 (chiffres donnés le 26 octobre 2009 sur travail.gouv.fr).
[6] Cet aspect est trop souvent passé sous silence, tout comme on minimise le rôle et l'importance des manifestations massives qui avaient lieu régulièrement les semaines et les jours avant le 9 novembre 1989.

une crise endogène, et non exogène. Mais on ne voit pas pour autant poindre la fin du capitalisme... justement parce que les luttes des travailleurs sont pour le moment trop limitées pour cela. Et de l'autre côté du mur de la société actuelle, il n'y a pas un autre système tout prêt : c'est une autre organisation sociale qui est à construire et inventer.

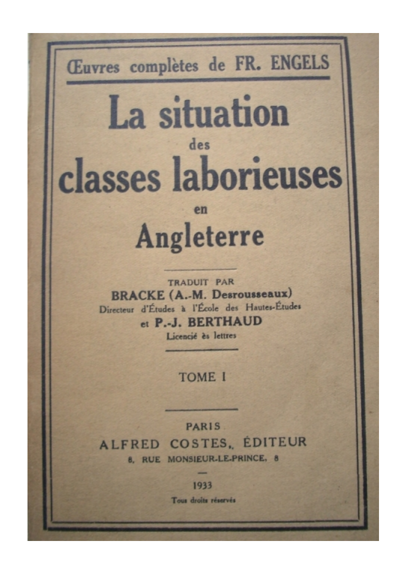
Il faut insister sur ce point : les dégâts sociaux causés par la crise économique et financière ont pour origine l'organisation économique, c'est-à-dire le fonctionnement capitaliste lui-même. C'est le mode de production régnant qui est responsable des reculs actuels, c'est donc ce système lui-même qui est à combattre – et ce d'autant plus que pendant ce temps les classes dirigeantes font tout pour le remettre en selle, afin de conserver leurs privilèges.

Mais malgré cette crise, un regain de conscience concernant l'exploitation et l'aliénation produites par le capitalisme n'est, pour le moment en tout cas, pas visible. Cependant, un retour à la « normale » – ou, comme le disent certains capitalistes, une « nouvelle normalité » – ne semble pas devoir être pour demain. Et quoi qu'il en soit, une irruption sur le devant de la scène de « la classe la plus nombreuse » reste toujours possible.

*   *   *

Friedrich Engels contre le « préjugé national »

Voici la fin d'un texte d'Engels écrit en 1845 à destination des travailleurs de Grande-Bretagne. Il figure au début de son ouvrage : La Situation des classes laborieuses en Angleterre. *Nous le republions au cas où la classe dominante serait, par extraordinaire, tentée – un siècle et demi après la rédaction de ce texte – de refaire le coup du « préjugé national », afin de détourner l'attention des ravages actuellement provoqués par le capitalisme au sein de la classe travailleuse du monde entier. « Les travailleurs n'ont pas de patrie »*[7]*, comme l'écrivait Marx dans le* Manifeste communiste.


Œuvres complètes de FR. ENGELS

La situation des classes laborieuses en Angleterre

TRADUIT PAR
BRACKE (A.-M. Desrousseaux)
Directeur d'Études à l'École des Hautes-Études
et P.-J. BERTHAUD
Licencié ès lettres

TOME I

PARIS
ALFRED COSTES, ÉDITEUR
8, RUE MONSIEUR-LE-PRINCE, 8
1933
Tous droits réservés

« Pas un travailleur en Angleterre – ni en France, soit dit en passant – ne m'a jamais traité en étranger. Avec le plus grand plaisir j'ai remarqué que vous êtes libérés de ce terrible malheur que sont le préjugé national et l'orgueil national : ce qui, après tout, ne signifie qu'égoïsme collectif. J'ai remarqué que vous sympathisez avec quiconque met sérieusement ses forces au service du progrès humain – qu'il soit anglais ou non ; que vous admirez tout ce qui est grand et bon, qu'il ait été nourri sur votre sol natal ou non. J'ai trouvé que vous étiez plus que de simples citoyens anglais membres d'une seule nation isolée ; j'ai trouvé

[7] Karl Marx, *Manifeste communiste*, dans : Karl Marx, *Philosophie*, Gallimard, 1994, p. 422.

que vous étiez des Hommes, membres de la grande famille universelle de l'Humanité, qui savent que leur intérêt et celui de toute la race humaine sont le même. Et comme tels, comme membres de cette famille de l'Humanité « Une et Indivisible », comme Etres humains dans le sens le plus large du mot, moi-même, et beaucoup d'autres sur le Continent, saluons vos progrès dans toutes les directions et vous souhaitons prompt succès. – Allez donc de l'avant, comme vous avez fait jusqu'ici.

Bien des épreuves restent à subir ; soyez fermes, soyez indomptés, votre succès est certain ; pas un des pas que vous ferez dans votre marche en avant ne sera perdu pour notre cause commune, la cause de l'Humanité !

Friedrich Engels, Barmen (Prusse rhénane), 15 mars 1845. »[8]

* * *

« Marx et Keynes », de Paul Mattick

La réédition du livre *Marx et Keynes* de Paul Mattick[9] a été annoncée, mais pour le moment Gallimard ne semble pas donner de date de parution. Cet ouvrage, publié en 1969 en anglais et en 1972 en traduction française, est en effet épuisé depuis longtemps, alors que la crise du capitalisme que nous vivons souligne l'actualité de son propos[10].

Il s'agit essentiellement d'une critique marxiste des idées économiques de John Maynard Keynes, même si le sujet traité est en fait plus large, comme Paul Mattick l'écrit lui-même dans son introduction : « *La thèse centrale de ce livre, c'est qu'aux problèmes économiques assaillant le monde capitaliste, Keynes n'a pu proposer qu'une solution toute provisoire et que les conditions qui rendaient cette solution efficace sont en voie de disparition. C'est aussi la raison pour laquelle la critique de l'économie politique, telle que Marx l'a conçue, loin d'avoir perdu sa validité, trouve un surcroît de pertinence grâce à la faculté qui la caractérise de comprendre et de dépasser à la fois les "anciennes" et les "nouvelles" théories économiques. On va donc soumettre la théorie et la pratique keynésiennes à une critique marxiste. En outre, on s'efforcera d'élucider à l'aide de la méthode d'analyse marxienne le cours des évènements et les grandes tendances politiques et économiques.* »[11]

Mattick explique que les théories de Keynes sont une manifestation du fait que l'économie politique « classique » peut changer de visage en fonction des circonstances et des périodes. Mais l'objectif reste la perpétuation du capitalisme, donc de l'exploitation de la majorité des êtres humains.
Ainsi, Mattick cite Keynes qui écrivait : « *la lutte des classes me trouvera du côté de la bourgeoisie instruite.* » Keynes affirme ainsi, en réalité, son appartenance à la « *classe capitaliste* », qui est « *une classe sociale déterminée, ayant intérêt à la perpétuation du salariat.* »[12] L'analyse marxiste du capitalisme établit que c'est le système du salariat qui permet l'exploitation des travailleurs au profit de la classe capitaliste ; « *le capital suppose le travail salarié et réciproquement : il s'agit là des deux aspects nécessaires des rapports de production capitalistes.* […] *que le capital cesse de dépendre du travail*

[8] Friedrich Engels, « To the working class of Great-Britain », *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*, Costes, 1933, pp. XLV-XLVI. Traduction de Bracke (A. M. Desrousseaux) et P.-J. Berthaud. Ce passage se trouve également dans la réédition très partielle du livre par les éditions Mille et une nuits, février 2009, pp. 9-10.
[9] Paul Mattick (1904-1981), ouvrier et théoricien marxiste, a participé encore adolescent à la révolution allemande, et a milité au sein du courant communiste des conseils (extrême-gauche anti-léniniste). Il a rejoint les Etats-Unis en 1926, où il a vécu jusqu'à sa mort. Il a écrit de nombreux articles et plusieurs ouvrages.
[10] Signalons que le fils de Paul Mattick, qui écrit également sous ce nom, vient de publier : *Le Jour de l'addition, aux sources de la crise*, L'Insomniaque, 2009 (préface de Charles Reeve).
Sur la crise du capitalisme et ses diverses implications, voir également les numéros 1, 2, 3, 5 et 7 de *Critique Sociale*.
[11] Paul Mattick, *Marx et Keynes, les limites de l'économie mixte*, traduction de Serge Bricianer, Gallimard, 1972, p. 8.
[12] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 362. La citation de J. M. Keynes se trouve dans *Essais de persuasion*, Gallimard, 1933, p. 233.

salarié, et c'en est fini du capitalisme. »[13] Selon Mattick, Keynes veut conserver le capitalisme « *sans rien changer à sa structure sociale de base.* »[14]

Mattick ne manque pas de souligner les différences fondamentales et irréconciliables qui existent entre Keynes et Marx. Keynes veut l'action d'une élite éclairée, par des interventions monétaires. Marx veut l'action autonome des travailleurs associés, et l'abolition du système capitaliste dans son intégralité.
L'un représente le maintien du capitalisme, autrement dit la production pour le capital, alors que l'autre représente la nécessité de remplacer le capitalisme par le socialisme, autrement dit la production pour l'usage.

Pour Mattick, il y a trois types de capitalisme : capitalisme du laissez-faire, économie mixte, et capitalisme d'Etat. Pour lui aucun ne représente de solution durable, ce qu'ont amplement montré les 40 années écoulées depuis la parution de son ouvrage.
Paul Mattick montre d'abord les limites de l'économie mixte, puisqu'il s'agit de la variante du capitalisme associée à Keynes, lequel croit par ce moyen pallier aux failles du laissez-faire (qui est fréquemment appelé très improprement « libéralisme économique »[15]). Keynes « *songeait uniquement à écarter les dangers pesant en temps de crise sur les rapports sociaux actuels, non point à modifier ces derniers.* »[16]
L'analyse de Mattick montre que Keynes a tort, et que les « libéraux » ont également tort : en réalité le capitalisme par son existence provoque des crises, il ne peut pas faire autrement. Rechercher comment empêcher les crises sans mettre fin au capitalisme, c'est la vaine recherche d'une chimère, c'est la pierre philosophale de l'économie politique.
Mattick revient également sur les éléments fondamentaux de la critique marxienne du capitalisme, et montre à quel point Keynes en est éloigné.

Selon lui, le keynésianisme a plus fourni une justification à l'idéologie dominante qu'il n'a réellement provoqué le changement ; selon Mattick les politiques suivies pendant la deuxième guerre mondiale étaient équivalentes à celles menées pendant la première, soit avant l'apparition du keynésianisme. Il rappelle également qu'au cours de la crise de 1929, « *Les gouvernements capitalistes se sont vus contraints d'intervenir dans l'économie pour des raisons parfaitement étrangères à leur volonté.* »[17]

Pour Mattick, les périodes de crises montrent la réalité du capitalisme. Même si chaque crise « *paraît un simple problème de marché* », il n'en est rien ; mais « *Un capitaliste n'acceptera jamais d'aller au-delà, car attribuer la crise au jeu des rapports de valeur sous-jacents à la production du capital signifierait, pour lui, endosser la responsabilité de la crise en tant qu'elle constitue l'expression sur le plan économique des rapports d'exploitation capital-travail.* »[18]
D'autre part, la crise « *met en lumière le degré d'interdépendance sociale auquel est parvenu le mode de production capitaliste, en dépit des rapports de propriété privée qui le régissent.* »[19]
Mattick rappelle que « *Marx ne prévoyait pas, quant à lui, un effondrement "automatique" ou "économique" du système capitaliste. Seule la puissance des actions révolutionnaires de la classe ouvrière était apte, selon lui, à montrer si la crise du système à un moment donné en constituait ou non la "crise finale".* »[20]

Il aborde également d'autres questions, comme l'aide aux pays sous-développés, qui a en réalité pour but de permettre l'extraction de plus-value depuis ces territoires. De plus, « *la concentration de la richesse, fondée sur la propriété privée a pour effet de diviser la planète en régions riches et en régions pauvres en*

[13] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 235.
[14] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 33.
[15] Voir : « L'absurdité du "libéralisme économique" », *Critique Sociale* n° 3, décembre 2008.
[16] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 164. La différence de fond avec Marx est évidente, puisque Keynes voulait conserver les rapports sociaux capitalistes.
[17] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 164.
[18] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 92.
[19] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 107.
[20] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 126.

capital, exactement comme elle suscite dans chaque pays une polarisation des classes : capitalistes, d'une part, salariées, de l'autre. »[21]

Analysant l'état du capitalisme aux Etats-Unis, Mattick annonce ce qu'on a vu se produire fin 2008 : « *Le capital américain a atteint un degré de concentration tel que la survie de l'économie globale est désormais liée au maintien et à la croissance des grandes entreprises. Que ce capital, extrêmement concentré, employant la grande masse de la population active, ait une défaillance tant soit peu accentuée, et l'on irait au-devant d'une catastrophe nationale. Sa puissance est énorme, mais si elle diminuait ou se trouvait menacée, les pouvoirs publics se verraient contraints, pour éviter l'effondrement économique, de le renflouer.* »[22]
Les limites de la réalisation de capital ont leur base dans les rapports de production capitalistes : « *ce sont les rapports de classes et d'exploitation qui font du capitalisme un système économiquement limité et un obstacle au progrès technologique.* »[23]

Mattick s'intéresse ensuite au capitalisme d'Etat, système qui dominait à l'époque une partie importante de la planète, à commencer par l'URSS[24]. Il identifie l'intégralité du bloc de l'Est comme étant composé de « *nations capitalistes d'Etat* »[25]. Du fait de l'intervention étatique dans l'économie, Mattick note une proximité entre le keynésianisme et le capitalisme d'Etat : « *le capitalisme d'Etat peut être considéré comme comme le plus conséquent et le plus achevé des systèmes keynésiens.* »[26]
Il démontre que ce système n'est ni socialiste ni communiste, et que « *Tous les systèmes capitalistes d'Etat s'apparentent à l'économie de marché du fait que les rapports capital-travail s'y trouvent perpétués.* »[27] Il ajoute que « *Formellement, il n'y a pas grande différence de l'un à l'autre système, si ce n'est, dans le cas de l'étatisation, un contrôle plus centralisé du surproduit.* » Dans l'économie capitaliste d'Etat, « *l'exploitation de l'homme par l'homme se poursuit au moyen d'un échange inégal au niveau de la production comme à celui de la consommation. Cette inégalité a pour effet tant de perpétuer la concurrence, sous forme de lutte pour les situations les plus lucratives et les emplois les mieux payés, que de reporter au sein du capitalisme d'Etat des antagonismes sociaux inhérents au capitalisme dit classique.* »[28]
Se recouvrant d'un mensonge idéologique, « *le capitalisme d'Etat refuse de s'avouer ce qu'il est en réalité : un système d'exploitation fondé sur la domination directe d'une minorité dirigeante sur la majorité dirigée.* »[29] Dans le capitalisme d'Etat, « *le système du salariat reste intact, la bureaucratie d'Etat constitue désormais une nouvelle classe dirigeante, et ce sont ses membres qui "personnifient" le capital.* »[30] De plus, « *La hiérarchisation des revenus, fruit d'une politique délibérée, entretient un climat social de concurrence ne différant guère de celui du capitalisme traditionnel.* »[31]

Après avoir critiqué les deux systèmes économiques divisant le monde à l'époque, capitalisme d'économie mixte et capitalisme d'Etat, Mattick annonce le retournement qui eut lieu dans les années 1970-1980 avec l'abandon du keynésianisme par la classe dominante, abandon du à ses limites : « *On s'apercevra alors que les solutions keynésiennes étaient factices, aptes à différer, mais non à faire disparaître définitivement les effets contradictoires de l'accumulation du capital, tels que Marx les avait prédits.* »[32]

[21] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 102.
[22] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 177.
[23] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 236.
[24] Sur la nature capitaliste de l'URSS, voir : « Le léninisme et la révolution russe », *Critique Sociale* n° 1, octobre 2008.
[25] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 305.
[26] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 336.
[27] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 347.
[28] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 348.
[29] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 384.
[30] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 366.
[31] Paul Mattick, *op. cit.*, p. 387.
[32] Paul Mattick, *op. cit*, p. 200. Page 399, il ajoute à propos du keynésianisme : « *de par sa nature comme de par celle du système, il ne peut avoir qu'une utilité temporaire.* »

Le livre est pour partie composé de divers textes rassemblés, parus au fil du temps ; il en découle un certain manque d'homogénéité, de plus les dates de chaque texte ne sont pas indiquées, et le style est parfois aride. Mais, bien que l'ouvrage ait été publié en période de « prospérité » capitaliste, il n'en reste pas moins adapté à la période de crise actuelle, grâce à la lucidité de Mattick qui ne s'est pas laissé prendre par les idéologies dominantes de l'époque. Sa prochaine réédition se justifie donc amplement.

* * *



Rosa Luxemburg sur un fragment conservé du mur de Berlin (Potsdamer Platz)

Critique Sociale n° 8, novembre 2009

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le capitalisme et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info   contact@critique-sociale.info
Pour recevoir *Critique Sociale*, envoyez un mail à : critiquesociale-subscribe@yahoogroupes.fr

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity / Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität / Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség - Osszetartás